

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-07
du 13 avril 2025

**portant transfert partiel de l'autorisation de la société VENCOREX vers la société
PDC CHEMICAL SAS
sur la commune de Le Pont-de-Claix**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I^{er}, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de la société VENCOREX située sur la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix ;

Vu la demande d'autorisation de transfert partiel de l'autorisation environnementale relative à l'activité de production de produits dérivés d'isocyanate faisant partie de l'usine exploitée par la société VENCOREX sur la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix – dossier REH2024N05550 du 31 mars 2025 ;

Considérant le jugement du Tribunal des activités économiques de Lyon du 10 avril 2025 désignant BorsodChem, auquel PDC CHEMICAL SAS se substitue, à exécuter le plan de reprise partiel des activités de Vencorex, dès le 14 avril 2025, à 0h00 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 2 avril 2025 ;

Considérant le courriel du 10 avril 2025 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 11 avril 2025 et le courriel en réponse du 12 avril 2025 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le changement d'exploitant d'une installation classée seveso seuil haut est soumis à autorisation préfectorale ;

Considérant que le repreneur a fourni des garanties suffisantes concernant ses capacités techniques et financières ;

Considérant de ce fait que les conditions sont réunies pour autoriser la société PDC CHEMICAL SAS à reprendre pour partie les installations industrielles exploitées jusqu'à présent par la société VENCOREX ;

Considérant la nécessité de fixer le montant des garanties financières auxquelles l'installation est assujettie en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrêt de l'exploitation des « moyens généraux » de la plateforme par la société VENCOREX est une modification relevant des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant de ce fait que ce projet de reprise nécessite d'adapter les prescriptions applicables à l'origine à l'établissement exploité par la société VENCOREX ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant qu'en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 :

La société PDC CHEMICAL SAS (SIREN n°940 321 094), dont le siège social est situé au 43 quai Perrache – 69002 Lyon, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à reprendre l'exploitation de certaines installations de la société VENCOREX sur la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix, rue Lavoisier – 38800 Le Pont-de-Claix.

Article 2 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Le Pont-de-Claix et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Le Pont-de-Claix pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 3 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle

autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux. La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)

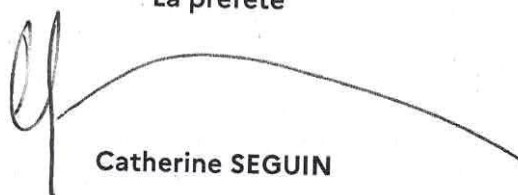
Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Le Pont-de-Claix sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PDC CHEMICAL SAS.

La préfète



Catherine SEGUIN

Annexe à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2025-04-07
du 13 avril 2025

La préfète

Catherine SEGUIN

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

applicables à la société PDC CHEMICAL SAS

**Plateforme chimique de Le Pont-de-Claix
rue Lavoisier
38800 Le Pont-de-Claix**

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PDC CHEMICAL SAS (SIREN n°940 321 094), dont le siège social est situé au 43 quai Perrache – 69002 Lyon, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à reprendre l'exploitation de certaines installations de la société VENCOREX sur la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix, rue Lavoisier – 38800 Le Pont-de-Claix.

Les installations reprises sont détaillées à l'article 1.2.1.

La société PDC CHEMICAL SAS devient assujettie aux prescriptions des arrêtés d'autorisation, des autres actes administratifs et des obligations et responsabilités découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant les activités de production et de stockages de dérivés d'isocyanates et qui ont été délivrés à la société VENCOREX.

Article 1.1.2. Conformité des installations

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques transmis au préfet de l'Isère. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et des textes nationaux en vigueur relatifs aux installations classées.

Article 1.1.3. Délai d'application

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

Article 1.1.4. Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.1.5. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression et le code des douanes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau. Il ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.2 Nature des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Désignation de l'activité | Carreau | Volume de l'activité | Régime |
|----------|---|---|---------------------|--|--------|
| 1434.1.b | <p><i>Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)</i></p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b. Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p> | <p>Atelier Tolonate Remplissage de conteneurs</p> | F3/G3 | <p>4 × 15 m³/h (4 postes de chargement)</p> <p>2×10 m³/h (2 enfuteuses) RDC) 5m³/h (1 enfuteuse Esaqua) soit 85 m³/h</p> | DC |
| 1434.2 | <p><i>Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)</i></p> <p>2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation</p> | <p>Atelier Tolonate Installation chargement/déchargement</p> | <p>F3</p> <p>F3</p> | <p>1 unité</p> <p>1 unité</p> | A |
| 1436.2 | <p><i>Liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (stockage ou emploi de).</i></p> <p><i>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</i></p> <p>1 Supérieur ou égale à 1000 t=> A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t => DC</p> <p>Inférieure ou égale à 100 t => NC</p> | <p>Atelier Tolonate Tolonate</p> | D3/G3 | 38t | NC |

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Désignation de l'activité | Carreau | Volume de l'activité | Régime |
|----------|--|---|-------------|---|-----------|
| 1510.2.c | <p><i>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</i></p> <p><i>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</i></p> <p><i>c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³</i></p> | Magasin Produits Chimiques (MPC) | K2 - K3 | 44 000 m³ | DC |
| 2560.2 | <p><i>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.</i></p> <p><i>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</i></p> <p><i>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW</i></p> | Atelier de maintenance | D6 | 280 kW | DC |
| 2910.A-2 | <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1.</p> | Suppression du réseau incendie | M0-G3-H8-I3 | <p>4 équipements de puissance nominale 129 / 130 / 138 / 290 kW</p> <p>soit : 687 kW</p> | NC |

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Désignation de l'activité | Carreau | Volume de l'activité | Régime |
|----------|--|--|--|---|---------------------------|
| 2925.1 | <i>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').</i> 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW | | G3 K2 F4 D6 | 40 kW 40 kW 10 kW 10 kW | D |
| 3410.d | <i>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que :</i> d) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates | Atelier Tolonate Dérivés diisocyanates | G3 | 20 400 t/an | A |
| 4110.1.a | Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 1 t | Atelier Tolonate Déchets solides Laboratoire Déchets solides Magasin E4 Déchets solides | F3 F5 E4 | 15 t 1t 3t soit 19 t | A Seveso seuil bas |
| 4110.2.a | Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg | Atelier Tolonate Tolonates, isocyanates, déchets liquides MPC Produits toxiques Stockages Magasin isocyanates E4 Magasin isocyanates F4 Réservoirs HDI Réservoirs HDI/IPDI Déchets liquides Laboratoire Déchets liquides | G3/D3/F3 K2 K3 F4 E4 F4 D3 E4 F5 | 490 t 560 t 90 t 520 t 600 t 3929 t 1 787 t 20 t 1 t soit 7 997 t | A Seveso seuil haut |
| 4130.2.a | <i>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</i> 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t | Atelier Tolonate En cours de distillation à teneur HDI entre 0,5 et 2,5 % | G3 | 10,3 t | A |

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Désignation de l'activité | Carreau | Volume de l'activité | Régime |
|----------|---|---|---|--|------------------------------|
| 4330.2 | <p><i>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</i></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure ou égale à 10 t</p> | <p>Atelier Tolonate Distillation (dérivés d'isocyanates et sylilés)</p> | G3 | 1 t | DC |
| 4331.1 | <p><i>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</i></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t</p> | <p>Atelier Tolonate Tolonates Déchets inflammables</p> <p>MPC Produits inflammables</p> <p>Laboratoires Liquides inflammables Déchets inflammables</p> | <p>D3-F3-G3</p> <p>K2 K3 F5</p> | <p>732 t 190 t</p> <p>200 t 790 t</p> <p>4 t 2 t soit 1918 t</p> | A |
| 4510 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. | Laboratoires Déchets dangereux pour l'environnement | F5 | 3 t | NC |
| 4511.1 | <p><i>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2</i></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> | <p>Atelier Tolonate Activité globale (solvant/MP/PF) mise en œuvre pour synthèse, formulation et stockage</p> <p>Déchets dangereux pour l'environnement</p> <p>MPC</p> | <p>F3-D3 F4-G3 F4</p> <p>D3-F3-F5 K2 K3</p> | <p>1200 t 190 t 262 t</p> <p>214 t</p> <p>1110 t 90 t soit 3066 t</p> | A Seveso seuil haut |
| 1185.2.a | <p><i>Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</i></p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg</p> | <p>Atelier Tolonate Fluide frigorigène R507</p> <p>Bureaux, locaux techniques, Laboratoires Fluide frigorigène R134a et R507</p> | G3 | <p>74kg</p> <p>90 kg</p> | NC |

A = autorisation, E = enregistrement, DC = déclaration avec contrôle périodique

L'établissement est classé **SEVESO SEUIL HAUT** par dépassement direct des quantités des substances et matières dangereuses susceptibles d'être présentes sur le site.

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Désignation de l'activité | Volume de l'activité | Régime |
|----------|---|--|---------------------------------|----------|
| 1.1.1.0 | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau | Eau souterraine (7 puits de captage dans la nappe alluviale du DRAC) | / | D |
| 1.1.2.0 | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé | Prélèvement dans la nappe alluviale du DRAC | 29 000 m³/j 10 585 000 m³/an | A |

Article 1.2.2. Arrêtés ministériels sectoriels

Les installations seront construites, équipées et exploitées conformément, entre autres, aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 modifié relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460.

Chapitre 1.3 Garanties financières relevant des activités du régime de l'autorisation « Seveso seuil haut »

Article 1.3.1. Constitution des garanties financières

La société PDC CHEMICAL SAS est tenue de constituer des garanties financières relatives aux installations relevant du régime de l'autorisation « Seveso seuil haut », permettant :

- Surveillance et maintien en sécurité de l'installation, y compris, si nécessaire, le reconditionnement et l'évacuation des substances, préparations ou mélanges dangereux présents sur le site et susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Interventions en cas d'accident ou de pollution.

Article 1.3.2. Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent, conformément à l'article R.516-1 3° du code de l'environnement, pour les activités suivantes :

| Rubrique ICPE | Libellé des rubriques |
|---------------|-----------------------|
|---------------|-----------------------|

| | |
|------|--|
| 4110 | Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés Substances et mélanges liquides |
| 4511 | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 |

Article 1.3.3. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières applicables aux installations listées à l'article 1.3.2 est fixé à 13 501 000 € TTC.

La société PDC CHEMICAL SAS adresse au préfet de l'Isère, une attestation conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire annexé à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Chapitre 1.4 Actualisation, renouvellement des garanties financières

Article 1.4.1. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant leur date d'échéance conformément à l'article R.516-2 V du code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières.

Article 1.4.2. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans, au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice publié au journal officiel de janvier 2025 qui s'élève à 131,9 ;
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines est de 20%.

Article 1.4.3. Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation.

Article 1.4.4. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.4.5. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R.516-2-IV du code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 1.4.6. Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par les dites garanties en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du même code, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.4.7. Obligations d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant ;
- tout changement de formes de garanties financières ;
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Chapitre 1.5 Directive IED

Article 1.5.1. Rubrique principale

La rubrique principale est la rubrique 3410.d « Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que les hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates » avec comme BREF associé le BREF LVOC « Chimie organique » du 21 novembre 2017.

Article 1.5.2. Réexamen des conditions de l'autorisation

L'exploitant adresse au préfet de l'Isère les informations nécessaires au réexamen des conditions d'autorisation de l'installation sous la forme d'un dossier dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues du BREF « LVOC : Chimie organique ».

Le dossier de réexamen contient tous les éléments mentionnés à l'article R.515-72 du Code de l'environnement.

Article 1.5.3. Rapport de base

Au moment du réexamen des conditions de l'autorisation ou lors d'une modification substantielle des conditions d'exploitation, l'exploitant adresse au préfet de l'Isère une description de l'état du site d'implantation des installations existantes dans un rapport de base conformément à l'article L.515-30 du Code de l'environnement.

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif des installations. Il contient tous les éléments mentionnés à l'article R.515-59 du Code de l'environnement.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 Dangers ou nuisances non prévus

Article 2.1.1. Dangers ou nuisances non prévus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.2 Incidents ou accidents

Article 2.2.1. Accidents

Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, le préfet et les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Article 2.2.2. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.3 Mise en commun de moyens

Article 2.3.1. Mise en commun des moyens

Les exploitants de la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix peuvent convenir de mettre en commun des moyens destinés à respecter globalement (plateforme) et individuellement (établissements) les prescriptions qui leur sont imposées en application du code de l'environnement.

Dans ce cadre, les prescriptions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble de l'établissement dont PDC CHEMICAL SAS est l'exploitant étant entendu que l'application de certaines de ces prescriptions peut être dévolue à tout autre signataire d'un protocole d'accord signé entre les exploitants industriels de la plateforme de Le Pont-de-Claix et dont un exemplaire est communiqué au préfet.

Toute modification ultérieure du protocole d'accord ou son abandon total ou partiel par l'un des signataires, fait l'objet d'une information immédiate du préfet.

L'inspection des installations classées peut organiser ou demander que soient organisées des réunions entre les différents exploitants signataires de ce protocole pour apprécier la réalité de son application en référence aux prescriptions portées par les arrêtés préfectoraux pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Chapitre 2.4 Documents

Article 2.4.1. Récapitulatif des documents à conserver

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

1. le dossier de demande d'autorisation initiale,
2. les études d'impact,
3. les études de dangers,
4. les plans tenus à jour,
5. les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2.4.2. Enregistrements, rapport de contrôle et registres

Tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications et registres seront conservés pendant une durée de cinq ans et mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Chapitre 2.5 Modifications, cessation d'activité

Article 2.5.1. Modification

Conformément aux dispositions des articles R.181-46 et R.181-47 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert sur un autre emplacement d'une installation soumise à autorisation devra faire l'objet d'une demande préalable au préfet.

Article 2.5.2. Cessation d'activité

Lorsqu'il initie une cessation d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification prévue indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- Des interdictions ou limitations d'accès ;
- La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Article 2.5.3. Équipements et bâtiments abandonnés

Les bâtiments et les équipements désaffectés relevant des installations reprises par PDC Chemical SAS, telles que détaillées à l'article 1.2.1 du présent arrêté, sont isolés des utilités (gaz, électricité, vapeurs, air comprimé) et débarrassés de tout stock de produits dangereux ou combustibles. Des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation. Une analyse détermine les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,...). Des opérations de

décontamination sont, le cas échéant, conduites. En tout état de cause, ils devront être déconstruits si ceux-ci ne sont plus exploités depuis plus de 5 ans.

TITRE 3 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 3.1 Dispositions générales

Article 3.1.1. Clôture

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie, sur une hauteur minimale de 2,50 mètres.

La clôture est facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.

Article 3.1.2. Gardiennage

Un gardiennage est assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance sont organisées. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus, et reçoit à cet effet une formation particulière et renouvelée.

Il est équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin durant les périodes de gardiennage.

Article 3.1.3. Règles de circulation

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes,...).

En particulier, les dispositions appropriées sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager des installations, stockages ou leurs annexes, les canalisations de produits dangereux ou d'utilités nécessaires à la sécurité.

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Article 3.1.4. Accès, voies et aires de circulation

Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages,...) susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 mètres,
- rayons intérieurs de giration : 11 mètres,
- hauteur libre : 3,50 mètres,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Article 3.1.5. Information des installations au voisinage

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines informés des risques d'accident majeurs identifiés dans les études de dangers. Il procède de la sorte lors de chacune des révisions des études de dangers ou des mises à jours relatives à la définition des périmètres ou à la nature des risques.

Article 3.1.6. Plan d'opération interne

L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du plan d'opération interne (POI) établi en application de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement. Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les ans.

Article 3.1.7. Études de dangers

Les études de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable des installations ou, a minima, tous les 5 ans à compter de la date de réception des derniers éléments recevables de la version précédente.

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans les études de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les études de dangers.

La prochaine actualisation de l'étude de dangers des installations exploitées par la société PDC CHEMICAL SAS est transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre 2025.

Chapitre 3.2 Conception et aménagement des bâtiments et installations

Article 3.2.1. Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie et à permettre le confinement des fuites de gaz toxiques et leur traitement.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 3.2.2. Conception des installations

Dès la conception des installations, l'exploitant privilégie les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres.

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits, qui pourrait entraîner une aggravation du danger.

Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément.

Les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 1 000 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans le règlement pour le transport des matières dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles sont indiqués de façon très lisible le ou les numéros de symboles de dangers correspondant aux produits stockés.

Les appareils de fabrication, lorsqu'ils restent chargés de produits dangereux en dehors des périodes de travail, doivent porter la dénomination de leur contenu et le symbole de danger correspondant.

Article 3.2.3. Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Il est prévu une alimentation électrique de secours ou de remplacement. En cas de risque aggravé de défaillance de l'alimentation principale, en particulier résultant de conditions météorologiques extrêmes (risque de foudre, températures extrêmes, etc.), l'exploitant s'assure pour le moins de la disponibilité immédiate de l'alimentation de secours.

Article 3.2.4. Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables ;
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ;
- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...).

Article 3.2.5. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'exploitant dispose d'un système d'alerte sur le risque local et imminent de chute de la foudre. Une consigne de sécurité est spécifique à ce risque sur les installations.

Article 3.2.6. Protection parasismique

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 3.2.7. Surveillance des performances des mesures de maîtrise des risques issues des études de dangers

Les mesures de maîtrise des risques, au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites de propriété de la plateforme chimique de Le Pont-de-Claix doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant.

Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives, et résultent des documents constituant les études de dangers. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Ces mesures sont celles qui conduisent à un changement de niveau de maîtrise des risques (au sens de la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers) par une décote en probabilité et/ou en gravité, et celles qui contribuent à l'exclusion de certains phénomènes dangereux pour la maîtrise de l'urbanisme.

Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et seront intégrés dans les études de dangers lors de leur révision.

Dans les cas où plusieurs mesures de maîtrises de risques s'opposent à un scénario d'accident, celles-ci n'ont pas de mode commun de défaillance.

Article 3.2.8. Système de gestion de la sécurité (SGS)

L'exploitant définit dans le cadre de son SGS toutes les dispositions encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, à savoir celles permettant de :

- s'assurer, et le cas échéant, de vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques au chapitre « Mesures de maîtrise des risques » ci-dessus par rapport aux événements à maîtriser,
- s'assurer de leur efficacité,
- les tester,
- les maintenir.

Pour cela, des procédures spécifiques sont prévues dans le SGS, et des programmes de maintenance, d'essais sont définis autant que de besoin et les périodicités qui y figurent sont explicitées.

Les indisponibilités temporaires des mesures de maîtrise des risques susvisées sont gérées et tracées dans le cadre du SGS. Des mesures de repli, techniques ou organisationnelles, sont définies et gérées, sauf justification particulière, en relation avec le niveau de sécurité de la mesure indisponible.

Par ailleurs, toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure visée au chapitre « Mesures de maîtrise des risques » ci-dessus est suivie d'essais fonctionnels systématiques suivant le guide méthodologique DT 93 pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.2.9. Salles de contrôle et dispositif de conduite des unités

Les salles de contrôle des unités sont conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des dispositifs matériels associés à la sécurité des unités, contre les effets d'accidents susceptibles de survenir dans leur environnement proche, tels l'incendie, l'explosion, l'émission de gaz toxique.

Cette protection doit être suffisante notamment pour que :

- les procédures d'arrêt d'urgence, d'isolement, puissent être mises en œuvre jusqu'à achèvement ;
- le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations potentiels sont mis à disposition du personnel de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont adaptées aux interventions normales et aux circonstances accidentelles, et elles sont accessibles en toute circonstance.

Le dispositif de conduite des unités comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Il est assuré par deux systèmes indépendants :

- l'un, dit « système de conduite », assurant la conduite de la marche normale de l'unité et son maintien dans les limites du domaine sûr de fonctionnement,

- l'autre, dit « système de sécurité », assurant la mise en sécurité de l'unité, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les actions déclenchées par ce dernier système ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite, ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.

Article 3.2.10. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Chaque installation doit pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de :

1. dérive du procédé au-delà des limites fixées dans le dossier sécurité ;
2. incident ou accident dans l'unité, dans son environnement ou dans l'établissement.

Ce dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité prend en charge les différentes actions nécessaires à cette mise en sécurité de l'installation automatiquement par l'intermédiaire, du système de sécurité visé à l'article 3.2.9 et/ou par action manuelle sur des commandes de type « coup de poing » déclenchant des séquences automatiques d'arrêt d'urgence ou des actions directes sur les équipements concourant à la mise en sécurité.

Les commandes « de poing » sont clairement repérées et facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

Chapitre 3.3 Exploitation

Article 3.3.1. Produits

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les ateliers d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toutes dispositions sont prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier le niveau de liquide dans les réservoirs est pour le moins mesuré. Chaque produit est référencé eu égard aux règles applicables en matière d'étiquetage.

Article 3.3.2. Réserves de sécurité

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, filtres à manches, produits absorbants, produits de neutralisation...

Article 3.3.3. Utilités

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Article 3.3.4. Vérification périodique

Les équipements présentant un risque lié au vieillissement sont suivis conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques.

Un service d'inspection, notamment pour le suivi des appareils à pression, indépendant du service chargé des fabrications placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints, peut être mis en place.

Article 3.3.5. Consignes d'exploitation et procédures

Les consignes d'exploitation des unités, stockages et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique sont obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés.

Outre le mode opératoire, elles doivent comporter très explicitement :

- le détail des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies dans son « dossier sécurité » ou dans son mode opératoire,
- les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres,
- les consignes d'exploitation relevant du paragraphe 3.2.8,
- la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes de fabrication.

Toute procédure particulière nécessaire à l'exploitation d'une installation est validée préalablement par la hiérarchie.

Article 3.3.6. Nouvelles unités ou fabrications – travaux

Les opérations de lancement de nouvelles fabrications ainsi que le démarrage de nouvelles unités sont assurées par un personnel renforcé, notamment au niveau de l'encadrement.

La mise en service de nouvelles unités est précédée d'une réception des travaux attestant que les installations sont aptes à être utilisées.

Tous travaux d'extension, modification, ou maintenance dans les installations ou à proximité, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation, les dispositions de surveillance à adopter. Ce dossier est validé par la hiérarchie.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail, adapté à l'intervention ou aux types de travaux projetés, et délivré par une personne autorisée.

Le permis doit rappeler notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de travail,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisées par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement ne peuvent intervenir pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu l'habilitation adéquate.

Chapitre 3.4 Moyens de secours et d'intervention

Article 3.4.1. Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs.

Article 3.4.2. Équipe de sécurité

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 3.4.3. Ressources en eau et mousse

Le débit et la pression d'eau du réseau fixe d'incendie sont normalement assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourue en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

L'établissement dispose d'une réserve d'eau incendie d'une capacité disponible de 7 000 m³ à l'extérieur de l'établissement. L'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Article 3.4.4. Matériel de lutte contre l'incendie complémentaire

L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques tels que extincteurs, RIA, lance monitor...

Article 3.4.5. Systèmes d'alerte interne à l'usine

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au POI.

Article 3.4.6. Accès de secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Article 3.4.7. Documents à destination du SDIS

L'exploitant prendra contact dans les meilleurs délais possibles avec les sapeurs-pompiers du centre d'incendie et de secours de Seyssinet afin de leur remettre tous les documents graphiques et les renseignements nécessaires à la répertorisation de l'entreprise et la mise à jour du plan de secours indispensable aux sapeurs-pompiers.

Un exemplaire de ces éléments de répertorisation des risques et de préparation à l'intervention sera transmis d'urgence au SDIS, et en tout état de cause avant la mise en service des installations concernées.

Le plan ETARE ainsi que le POI sont mis à jour par l'exploitant avec la collaboration des sapeurs-pompiers pour tenir compte des modifications des installations.

Article 3.4.8. Définition de la stratégie et plan de défense incendie

L'exploitant formalise la stratégie de défense contre l'incendie de son établissement dans un plan de défense incendie qui :

- définit les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie sans recourir de manière permanente ni exclusive aux moyens du SDIS,
- démontre la disponibilité et l'adéquation des moyens matériels et humains de lutte vis-à-vis de la stratégie adoptée sans recourir de manière permanente ni exclusive aux moyens du SDIS.

Cette stratégie est élaborée au regard des scénarios de référence conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.

Ce plan de défense incendie peut être intégré dans le plan d'opération interne (POI) prévu par la réglementation.

Le réexamen de l'étude de dangers du site permet périodiquement de réexaminer l'adéquation de ce plan de défense incendie avec les risques présentés par le site de la société PDC CHEMICAL SAS.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sa stratégie de défense contre l'incendie accompagné de tous les éléments permettant de la justifier, au plus tard le 31 décembre 2025.

Chapitre 3.5 Zones de sécurité

Article 3.5.1. Dispositions générales

Les zones de sécurité sont constituées par des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations ou d'incidents, un risque est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site.

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprennent pour le moins des zones d'incendie, d'explosion ou de risque toxique.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les zones de sécurité sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux...). Si plusieurs zones de nature de risque différente coexistent sur un même emplacement ou installation, un seul marquage peut être réalisé à la frontière de la zone de plus grande extension.

Les zones à risques occasionnels à forte extension (dont certains risques accidentels toxiques) peuvent être traitées par le système d'alerte de l'établissement.

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

L'exploitant doit pouvoir interdire l'accès de ces zones.

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose si nécessaire, de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préétabli(s), une alarme sonore et visuelle locale, reportée en salle de contrôle avec localisation des détecteurs ayant été déclenchés, individuellement ou par zone surveillée.

Le traitement de l'information, préalablement défini par l'exploitant en fonction de la position et du nombre de détecteurs ayant réagi, se traduit par :

- des procédures à gestion humaine,
- des procédures à caractère automatique par mise en sécurité de l'installation, notamment par action des systèmes d'arrêt d'urgence visés au paragraphe 3.2.9 du présent arrêté, sauf dispositions contraires justifiées.

Tout incident ayant entraîné l'arrêt d'urgence et l'isolement d'une installation ou d'un ensemble d'installations donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par une personne déléguée à cet effet.

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

Les dispositions de l'article 3.3.6 du présent arrêté sont applicables aux travaux effectués dans les zones de sécurité.

Lorsque le potentiel de danger présent à l'intérieur d'une zone de sécurité est susceptible d'engendrer des accidents graves débordant de la limite de la zone, l'exploitant met en place des moyens permettant de maîtriser le danger à la source, et d'en limiter les conséquences pour les unités voisines dangereuses et l'environnement extérieur au site.

Article 3.5.2. Dispositions complémentaires spécifiques à certaines zones de sécurité

Zones « incendie »

Définition

Les zones incendie sont établies en tenant compte de la présence de substances inflammables ou combustibles, stockées ou employées, notamment dans des réservoirs, dans des bâtiments, sur des aires de stockage.

Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse en salle de contrôle et localement en tant que de besoin.

Prévention

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un permis de feu délivré conformément aux dispositions de l'article 3.3.6 du présent arrêté.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

Désenfumage

Les structures fermées, exceptés les confinements des installations de stockage et d'emploi de gaz toxiques, sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours.

Zones de risque d'atmosphère explosive

Définition et délimitation

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Conception générale des installations

Les installations comprises dans ces zones sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

Matériel électrique

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état.

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit très

explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il doit être remédié à toute défaut relevé dans les délais les plus brefs.

Feux nus

Les feux nus sont normalement interdits dans les zones présentant des risques d'explosion ; cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de feux nus doivent y être entrepris, ils font l'objet d'un « permis feu » délivré conformément aux dispositions de l'article 3.3.6 du présent arrêté.

Prévention des explosions

Les conditions d'exploitation sont telles que les appareils de fabrication, leurs canalisations de transfert et les stockages associés ne contiennent un ou plusieurs produits dans des conditions permettant à une explosion de se produire. Cette disposition doit être respectée en marche normale des installations, durant les périodes transitoires de mise en service et d'arrêt et durant les opérations de caractère exceptionnel.

Il peut être dérogé à cette disposition lorsque la conception du matériel et des dispositifs de protection associés, lui permet de résister à une explosion interne sans conséquence pour la sécurité des personnes ou l'environnement.

Détection gaz

En complément des prescriptions générales sur la détection du présent arrêté, les détecteurs gaz sont du type à deux seuils d'alarme en fonction d'un pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

Le franchissement du premier seuil entraîne, au moins le déclenchement des alarmes sonores et lumineuses perceptibles par les personnels d'exploitation et d'intervention, et l'augmentation de la ventilation lorsque l'incident se produit dans un local et que cette mesure est appropriée.

Le franchissement du deuxième seuil entraîne, en plus des dispositions précédentes, de manière automatique éventuellement, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, soit immédiatement, soit pour des raisons de sécurité après une temporisation.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs de gaz maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

Poussières inflammables

L'ensemble de l'installation est conçu de façon à limiter les accumulations de poussières inflammables hors des dispositifs spécialement prévus à cet effet. Lorsque ce risque d'accumulation existe néanmoins, l'installation est munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Ce nettoyage doit être effectué régulièrement.

Des mesures particulières d'inertage doivent être prises pour la manipulation de poussières inflammables lorsqu'elles sont associées à des gaz ou vapeurs inflammables.

Zones de risque toxique

Détection

L'ensemble fixe de détection est disposé de façon à assurer à la fois :

- une détection au plus près des sources potentielles de fuites, de façon à repérer les anomalies sans conséquence notable sur le voisinage de l'unité (détecteurs de proximité),
- une détection en périphérie de la zone à surveiller, caractérisant une forte fuite (détecteurs d'ambiance).

Alarmes

Tous les détecteurs fixes déclenchent une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle et localement tant que de besoin ainsi qu'une localisation de défaut en salle de contrôle à partir du 1^{er} seuil d'alarme.

Ces détecteurs sont du type à deux seuils d'alarme et, au minimum, les détecteurs fixes d'ambiance sont intégrés au système de mise en sécurité des unités selon des caractéristiques déterminées par l'exploitant.

Tout incident ayant entraîné le dépassement du deuxième seuil d'alarme gaz sur les détecteurs d'ambiance et de proximité donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Protections individuelles

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

Moyens d'interventions

Les unités sont équipées de moyens adaptés de neutralisation, d'absorption et de récupération des produits dangereux accidentellement répandus.

Chapitre 3.6 Formation du personnel

Article 3.6.1. Généralités

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci ;
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices...) par le personnel de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

TITRE 4 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 4.1 Dispositions générales

Article 4.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 4.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

Article 4.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 4.2 Niveaux acoustiques

Article 4.2.1. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---|--|
| 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Article 4.2.2. Niveaux limites de bruit en limites de la plateforme chimique

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de la plateforme chimique les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| PÉRIODES | PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB (A) | 60 dB (A) |

Article 4.2.3. Mesure des émissions sonores

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Une fois par an, des mesures des niveaux d'émission sonore en limite de la plateforme sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures pourront être

réalisées, le cas échéant, en collaboration avec les exploitants présents sur la plateforme. Ces contrôles pourront être étendus autant que de besoin aux limites des différents établissements et/ou installations de la plateforme.

Chapitre 4.3 Vibrations

Article 4.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 5– PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 5.1. Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère. Ces émissions doivent, dans toute la mesure du possible, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté. Les dispositions appropriées sont prises pour limiter des émissions particulières diffuses.

Article 5.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité. Des dispositifs, indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Article 5.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Article 5.4. Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements...).

À défaut, lorsque les stockages se font à l'air libre, ceux-ci sont humidifiés pour limiter les envols par temps sec.

Article 5.5. Installations de traitement

Les installations de traitement des effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Article 5.6. Cheminées ou événements

5.6.1 – Les caractéristiques (hauteur, section au débouché) des cheminées des installations sont conformes aux dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les hauteurs par rapport au sol des principaux événements ou cheminées sont les suivantes :

- Atelier « Tolonate », événement réacteur K12000 : 6 m,
- Atelier « Tolonate », cheminée Nord ou HDT chaînes 1 et 2 : 24 m,
- Atelier « Tolonate », cheminée Ouest chaînes 1, 2, pilote et easaqua : 16m

5.6.2 – Des points permettant des prélèvements d'échantillons et des mesures directes doivent être prévus sur les cheminées. Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des prélèvements ou/et des mesures représentatifs. Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettront des interventions en toute sécurité.

5.6.3 – La forme des cheminées, notamment dans la partie la plus proche du débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés en fonctionnement normal des installations.

5.6.4 – Afin de réduire les émissions d'isocyanates, les réseaux d'évents des stockages d'isocyanate (HDI, IPDI...) sont équipés d'un système de filtration sur charbon actif et les opérations de chargement / déchargement sont réalisées par équilibrage des phases gaz.

Article 5.7. Émissions de polluants à l'atmosphère

5.7.1. Émissions canalisées

Les caractéristiques des rejets canalisés à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations, les flux des principaux polluants, sont conformes aux valeurs limites indiquées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.

Au sens du présent arrêté, on entend par COV (composé organique volatil) tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 °Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulière.

Les ateliers exploités par la société PDC CHEMICAL SAS ne mettent pas en œuvre de COV particuliers visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, ou de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351, telles que définies dans l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances.

Pour toutes les valeurs limites de rejets fixées en annexe 1 au présent arrêté :

- le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations sont exprimées en masse par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées et lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique,
- les valeurs limites de rejets s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure,
- dans le cas de mesures en continu, 10 % des résultats comptés sur une base de vingt-quatre heures effectives de fonctionnement peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs,
- dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

5.7.2. Émissions diffuses

5.7.2.1. Émissions diffuses de COV de l'ensemble de l'établissement

On entend par émission diffuse de COV toutes émissions de COV dans l'air, le sol et l'eau, qui n'ont pas lieu sous la forme d'émissions canalisées (émissions collectées et raccordées à une cheminée d'évacuation ou à une installation de traitement des COV). Cette définition couvre les émissions retardées dues aux solvants contenus dans les produits finis, à l'exception des solvants vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement.

La valeur limite annuelle des émissions diffuses de COV exprimée en équivalent carbone (y compris les émissions fugitives) est fixée à **1 tonne par an** (exprimées en équivalent carbone) pour l'ensemble de l'établissement. L'exploitant procède annuellement à une estimation des émissions diffuses de COV.

L'exploitant surveillera périodiquement les émissions atmosphériques fugitives de COV en provenance des sources pertinentes au moyen d'une combinaison appropriée des techniques visées à la MTD5 du BREF CWW.

L'ensemble des installations de chargement et de déchargement de COV est équipé d'un équilibrage des phases gazeuses avec les équipements auxquels ils sont reliés (réservoirs, réacteurs, etc) afin de réduire les émissions diffuses de COV. Les appareils de l'atelier Tolonate (réservoirs de stockage, formulateurs), sont reliés entre eux pour assurer une compensation des phases gazeuses et réduire ainsi les émissions diffuses de COV.

5.7.2.2. Émissions de l'atelier Tolonates

Afin de réduire les émissions diffuses de HDI issues de l'atelier Tolonate, les lignes d'évent associées au réacteur de la chaîne 2 et aux bacs d'HDI frais font l'objet d'un nettoyage régulier. La fréquence de nettoyage est définie en fonction de la vitesse d'encrassement des lignes.

Par ailleurs, l'exploitant procède au moins 2 fois par an à un contrôle des émissions de HDI issues de ces lignes d'évent.

5.7.3. Schéma de maîtrise des émissions de COV

Les rejets des installations font l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV tel que défini à l'article 27-7-e de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et dans la circulaire du 23 décembre 2003 relative aux schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.

Le schéma de maîtrise des émissions de COV doit garantir que le flux total d'émissions de COV issu des installations ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les émissions canalisées et diffuses.

Le schéma de maîtrise des émissions de COV est réactualisé périodiquement pour tenir compte des évolutions des installations. Dans ce cas, sa révision est transmise systématiquement à l'inspection des installations classées.

Les niveaux des émissions de COV totaux au regard du schéma de maîtrise des émissions sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, les niveaux des émissions en composés organiques volatils totaux (COV) ne devront pas dépasser les flux journaliers définis à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 5.8. Station météorologique

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche s'il est fait usage d'un réseau collectif de mesure. Les résultats sont conservés durant un mois.

Article 5.9. Contrôles à l'émission

5.9.1 – Les rejets à l'atmosphère sont contrôlés selon la périodicité fixée dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.

Au moins une fois par an, les contrôles sont effectués par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Cet organisme doit être différent de l'organisme chargé d'effectuer les contrôles périodiques.

5.9.2 – Concernant les émissions fugitives de COV, l'exploitant établit un programme de mesure garantissant que 100 % des équipements accessibles sont contrôlés sur une période de 5 ans. Les mesures sont effectuées conformément aux principes reportés en annexe 2 au présent arrêté.

Le flux global émis par l'installation durant l'année n est évalué de la façon suivante :

- pour les points accessibles mesurés l'année n, on additionne les débits d'émission de chaque point ;
- pour les points accessibles non mesurés, on prend en compte pour chaque point la mesure la plus récente et on additionne les débits d'émission de chaque point ;

- pour les points inaccessibles on évalue pour chaque point les débits d'émission sur la base des facteurs d'émission définis lors de la campagne et on additionne les débits d'émission de chaque point.

Pour obtenir le résultat final, on rapporte le flux global au nombre de points recensés. Le résultat est exprimé en kg de COV/an/point de mesure recensé. Le rapport de mesure indique également, pour chaque COV, la quantité annuelle émise exprimée en kg.

Si le résultat est supérieur à la valeur limite, l'exploitant devra mettre en œuvre des actions de réduction des émissions sur les équipements fuyards et vérifier, par une campagne exhaustive sur ces équipements, le résultat de ses actions. Le délai pour entreprendre les actions de réduction ne devra pas excéder un mois.

L'exploitant devra tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant la liste des équipements soumis aux vérifications, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des actions de réduction réalisées. Une synthèse de ces informations devra être établie et transmise à l'inspection dès finalisation de chacune des campagnes de mesures.

5.9.3 – Les contrôles périodiques doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

5.9.4 – Les appareils et chaînes de mesures mis en œuvre pour les contrôles en continu sont régulièrement vérifiés, étalonnés et calibrés selon les spécifications du fournisseur.

Ils sont implantés de manière à :

- ne pas empêcher les contrôles périodiques et ne pas perturber les écoulements au voisinage des points de mesure de ceux-ci,
- pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés, notamment durant la durée des contrôles périodiques.

5.9.5 – Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées :

- dès réception du rapport de mesures pour les contrôles annuels par un organisme agréé,
- trimestriellement, et selon les formes qu'il définira, pour les contrôles périodiques prévus à l'annexe 1.

Cette transmission des résultats est accompagnée des commentaires sur les dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives prises ou envisagées. Sont également précisées les conditions de fonctionnement de l'installation contrôlée (niveau de production, taux de charge, ...).

5.9.6 – Les méthodes de prélèvement, mesure et analyse de référence sont celles fixées à l'annexe 1a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Pour les COV, les concentrations sont déterminées conformément aux normes NF EN 12619, NF X43 301, NF EN 13526, NF EN 13649. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Article 5.10. Plan de gestion des composés organiques volatils

Un plan de gestion simplifié des COV permettant d'évaluer les émissions canalisées et diffuses et d'attester du respect du schéma de maîtrise des émissions de COV est transmis avant le 1^{er} avril de chaque année à l'inspection des installations classées. Cette transmission peut être effectuée via le logiciel GEREP.

Par ailleurs, un plan de gestion détaillé des COV, mentionnant notamment les entrées et les sorties de COV des installations, est mis en place. Il est transmis au minimum tous les ans à l'inspection des installations classées, accompagné d'une information concernant les actions envisagées pour réduire la consommation de COV utilisés en tant que solvants, ainsi que les émissions totales de COV.

Les hypothèses prises en compte pour l'élaboration du plan de gestion détaillé des COV doivent être explicitées.

Article 5.11. Contrôles dans l'environnement

5.11.1 – La surveillance de la qualité de l'air ou des retombées (pour les poussières) dans l'environnement de l'établissement est assurée par l'exploitant à l'aide d'un réseau constitué de stations et de capteurs judicieusement répartis autour du site.

Si l'exploitant participe à un réseau de mesure de la qualité de l'air, cette obligation est réputée satisfaite.

5.11.2 – En complément, à la demande de l'inspection des installations classées, et suivant des modalités qu'elle définira, il sera procédé dans l'environnement à des campagnes de mesures visant à contrôler les concentrations des polluants dangereux susceptibles d'être émis par les installations. Les frais occasionnés par ces mesures sont à la charge de l'exploitant.

TITRE 6 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 6.1. Alimentation en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

6.1.1. Protection des eaux potables

Les branchements d'eaux potables sur la canalisation publique sont munis d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.

6.1.2. Prélèvement d'eau

L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel sont précisées en annexe 4 du présent arrêté. Les limitations de prélèvement ne s'appliquent pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur ; le relevé est fait journalièrement, et les résultats sont enregistrés et consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Annuellement, l'exploitant fait part à l'inspection des installations classées de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.

6.1.3. Mise en service et cessation d'utilisation d'un forage de pompage en nappe

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au préfet. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Article 6.2. Différents types d'effluents liquides

6.2.1. Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos dépendant des activités de la société PDC CHEMICAL SAS sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

6.2.2. Les eaux pluviales

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées sont collectées et rejetées dans le réseau de collecte des égouts enterrés de la plateforme chimique.

Le réseau de collecte des eaux pluviales relevant de la compétence de la société PDC CHEMICAL SAS doit être raccordé à un bassin de rétention capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, soit 10 mm d'eau. La mesure en continu du pH et du COT sur ces effluents permet de réaliser le détournement vers ce bassin de rétention.

Le bassin de confinement peut être commun avec celui prévu au paragraphe 6.7.7.
Les conditions de rejet des eaux ainsi collectées sont identiques.

Les eaux de ruissellement provenant des aires des installations exploitées par la société PDC CHEMICAL SAS susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants doivent être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ou de neutraliser ces produits. En particulier, la qualité des eaux pluviales collectées dans les aires de rétentions des installations de stockage, de dépotage ou unités de fabrication est systématiquement contrôlée avant rejet vers le réseau de collecte des eaux pluviales, afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet.

6.2.3. Les eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement circulant en circuit ouvert ou issues des purges des circuits fermés sont collectées et rejetées dans le réseau de collecte des égouts enterrés de la plateforme chimique.

Les eaux servant au refroidissement ou au chauffage de produits classés toxiques doivent obligatoirement circuler en circuit fermé sauf si ces produits se trouvent en permanence à une pression inférieure à celle des eaux.

6.2.4. Les eaux résiduaires industrielles

Outre les effluents issus des différents procédés, les eaux résiduaires industrielles comprennent également les eaux de lavage des sols et appareillages. Elles sont rejetées suivant les dispositions des paragraphes 6.4 et 6.5.

Article 6.3. Collecte et conditions de rejets des effluents liquides de la compétence de la société PDC CHEMICAL SAS

6.3.1 – Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

6.3.2 – À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, ou de cas éventuels de travaux nécessaires à la préservation de l'environnement, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou le réseau de collecte des eaux pluviales ou les égouts extérieurs à l'établissement.

6.3.3 – Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Le compte-rendu de ces contrôles est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

6.3.4 – Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, y compris par mélange avec d'autres effluents. Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Article 6.4. Points de rejet des eaux relevant de la compétence de la société PDC CHEMICAL SAS

6.4.1 – Points de rejet dans le milieu naturel

Le rejet des effluents s'effectue dans le Drac en un point de rejet unique dénommé « rejet général ».

L'ouvrage de rejet doit être conçu et réalisé de façon à :

- assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur,
- limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet.

Un plan de situation de l'ouvrage avec ses caractéristiques (diamètre de la tuyauterie, dispositif anti-retour, position par rapport à la berge, cote de déversement...) est remis au service en charge de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

6.4.2 – Points de rejet dans le réseau de collecte rejoignant le Drac

Le nombre de points de rejet des principaux ateliers exploités par PDC CHEMICAL SAS dans les réseaux de collecte souterrain de la plateforme chimique est limité à :

- Atelier Tolonate :
- 1 pour les eaux industrielles (eaux de lavage des sols, égouttures, eaux pluviales susceptibles d'être polluées) en sortie de la fosse de rétention de 50 m³,
- 1 pour les eaux de refroidissement.

6.4.3 – Les dispositifs de rejet doivent être aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de rejet et de prélèvement.

Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

6.4.4 – Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits.

Article 6.5. Qualité des effluents rejetés, relevant de la compétence de la société PDC CHEMICAL SAS

6.5.1 – Les effluents doivent être exempts :

- . de matières flottantes,
- . de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- . de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Leur pH doit être compris entre 5,5 et 9,5 et leur température doit être inférieure à 30° C.

Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur : la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

De plus, ils ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

6.5.2 – Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier, de chacun des principaux polluants sont inférieures ou égales aux valeurs limites prévues dans les tableaux constituant l'annexe 3 du présent arrêté.

Les valeurs mesurées ne dépassent pas les valeurs limites fixées par le présent arrêté à l'annexe 3. Les valeurs limites s'imposent à des mesures (prélèvements et analyses) moyennes réalisées sur 24h, sauf dispositions contraires. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins 1 mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures (comptés sur une base mensuelle) peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Article 6.6. Surveillance des rejets

Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents, visés au point 6.4.2 du présent arrêté, doit être prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée de matériel de mesure et permettre des interventions en toute sécurité.

Les points de mesure situés au rejet général sont équipés d'un dispositif de prélèvement asservi au débit rejeté, et sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Eaux résiduelles industrielles et eaux de refroidissement

6.6.1 – Le pH, la température et le débit sont mesurés et enregistrés en continu au rejet général.

Le débit des eaux de refroidissement de l'atelier Tolonate est mesuré et enregistré en continu, avant mélange avec d'autres effluents.

Les enregistrements sont conservés pendant un an et sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.6.2 – Avant mélange avec d'autres effluents, un échantillonnage représentatif en sortie du rejet général est effectué sur l'effluent : par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période ; cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement.

Sur un échantillon représentatif des caractéristiques de l'effluent rejeté dans le Drac durant les 24 heures précédentes, l'exploitant réalise une autosurveillance selon les modalités fixées en annexe 3 du présent arrêté.

6.6.3 – Au moins une fois par an, en période de fonctionnement normal des ateliers, les mesures, sur l'ensemble des rejets et paramètres dont le suivi est réglementé en annexe 3, sont effectuées par un organisme, choisi en accord avec l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les conditions et méthodes d'échantillonnage.

6.6.4 – Lors de pollution importante du milieu récepteur, l'inspection des installations classées peut demander que des analyses spéciales des rejets soient effectuées dans les délais les plus brefs, éventuellement sous le contrôle d'un organisme indépendant.

6.6.5 – Bilans

Bilans mensuels

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe 6.6 est adressé chaque mois à l'inspection des installations classées. Sauf impossibilité technique, ces résultats sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. Cet état est accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés (par rapport aux valeurs limites, aux valeurs guides et aux valeurs cibles) ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour respecter les valeurs limites et les valeurs guides. Les conditions de fonctionnement des installations sont précisées.

Bilans annuels

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe 6.6 est adressé chaque année à l'inspection des installations classées. À cette occasion, l'exploitant se positionne quant :

- à l'acceptabilité du transfert dans le Drac des substances listées à l'annexe 3 du présent arrêté,
- aux niveaux des émissions des substances listées à l'annexe 3 du présent arrêté observés par rapport aux valeurs limites imposées par la réglementation nationale.

L'établissement et la transmission de cet état récapitulatif sont sans préjudice des responsabilités de remise en état attribuables aux anciens exploitants de la plateforme.

6.6.6 – Fiabilisation de l'autosurveillance eau

L'exploitant met en place un système de fiabilisation de l'autosurveillance eau, conformément à celui décrit dans l'annexe 5 « maîtrise du dispositif d'autosurveillance ». Le dispositif répondra notamment aux exigences de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements d'eau et aux émissions polluantes.

6.6.7 – Contrôle instantané

En cas de prélèvement instantané, aucune valeur ne doit dépasser le double du seuil limite prescrit.

Eaux pluviales et eaux de refroidissement

6.6.8 – Des contrôles en continu du pH et du COT sont effectués sur les eaux pluviales et de refroidissement, pour vérifier l'absence de pollution ; en cas de détection de pollution, les eaux doivent être détournées vers le bassin de confinement prévu au paragraphe 6.7.7 et des prélèvements ponctuels sont effectués sur les différents points de rejet concernés afin d'identifier l'origine de la pollution ; les éléments à analyser sont déterminés en fonction des risques spécifiques aux différents points de rejet.

Article 6.7. Prévention des pollutions accidentelles

6.7.1 Dispositions générales

Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

6.7.2 Capacités de rétention

6.7.2.1 – Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés par le paragraphe 6.7.1 sont équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.

Le volume et la conception de ces capacités de rétention doivent permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.

6.7.2.2 – Les unités, parties d'unité, stockages fixes ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres, et hors dispositions spécifiques à l'aire de stockage D3, doivent être équipés de capacités de rétention dont le volume utile doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

6.7.2.3 – Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

6.7.2.4 – Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel.

6.7.3. État des stockages

Le bon état de conservation des stockages, fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

Les stockages de produits liquides inflammables ou dangereux sont munis d'une alarme de niveau haut afin d'éviter tout débordement.

6.7.4. Tuyauteries

Les tuyauteries de transport de fluides, dangereux ou insalubres, à l'intérieur de l'établissement sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état doit pouvoir être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Les contrôles effectués donnent lieu à compte rendu et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En aucun cas, les tuyauteries de produits dangereux ou insalubres sont situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

6.7.5. Collecte des eaux de procédé susceptibles d'être polluées accidentellement

Les eaux de procédé susceptibles d'être polluées accidentellement, transitent au niveau des ateliers, par une capacité tampon permettant leur contrôle avant rejet. À minima, ces eaux doivent pouvoir être détournées vers le bassin de confinement prévu au paragraphe 6.7.7.

Dans les secteurs particulièrement exposés au risque de pollution accidentelle, des moyens de surveillance appropriés de la qualité des effluents liquides sont mis en place.

6.7.6. Eaux de refroidissement et de chauffage

Le rejet direct d'eaux de refroidissement ou de chauffage provenant de circuits alimentant des échangeurs et appareillages ne peut être effectué que sous réserve d'au moins l'une des conditions suivantes :

- les produits dangereux mis en œuvre sont en permanence à des pressions inférieures à celles des eaux de refroidissement ou de chauffage ;
- un dispositif de contrôle en continu permet d'assurer la détection précoce d'une pollution accidentelle de ces eaux de refroidissement ou de chauffage, et la mise en œuvre rapide de mesures efficaces permettant de limiter au maximum la quantité d'eaux de refroidissement ou de chauffage polluées vers le bassin de rétention de la plateforme visé au paragraphe 6.7.7. ou/et vers le milieu récepteur.

Les mêmes dispositions sont adoptées pour les condensats de vapeur d'eau exposés au même risque.

La liste détaillée de ces contrôles et leurs résultats, à jour, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.7.7. Bassin de confinement

La plateforme chimique est équipée d'un bassin de confinement.

Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le rejet des eaux ainsi collectées dans le milieu naturel ne pourra être effectué qu'après contrôle de leur qualité, et si besoin après un traitement approprié, selon un protocole de rejet préétabli et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Dans tous les cas, le rejet devra être compatible avec le milieu récepteur.

Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.

L'établissement s'assure que la capacité de rétention disponible est d'au moins 40 000 m³.

Article 6.8. Conséquences des pollutions accidentelles

Pollution des eaux de surface

En cas de pollution accidentelle, la société PDC CHEMICAL SAS doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont elle dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution.

Il s'agit en particulier de :

- la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- leur évolution et conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ;
- les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune, ou la flore exposées à cette pollution ;
- les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Article 6.9. Surveillance des effets sur l'environnement

6.9.1 – L'exploitant procède à la caractérisation de l'écotoxicité des rejets aqueux par l'intermédiaire d'essais biologiques, permettant de considérer les effets potentiels de l'ensemble des polluants biodisponibles dans l'effluent.

Dans ce cadre, l'exploitant réalise tout d'abord une caractérisation initiale de l'écotoxicité des rejets puis définit un programme de surveillance pertinent.

L'exploitant pourra s'appuyer sur le guide technique qui sera établi par le ministère chargé de l'environnement relatif à la mise en œuvre de la surveillance des rejets aqueux à l'aide d'essais biologiques dans le cadre des meilleures techniques disponibles (MTD).

Article 6.10. Surveillance des eaux souterraines

6.10.1 – Surveillance des pollutions accidentelles

La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par les différents ateliers exploités par la société PDC CHEMICAL SAS fait l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles.

À cette fin, 2 piézomètres au moins sont mis en place en aval hydraulique de chacun des ateliers et 1 en amont. Leur implantation est faite sur la base des conclusions d'une étude hydrogéologique. Elle doit permettre d'intercepter un potentiel panache de pollution, et d'identifier l'atelier à l'origine de cette pollution. Les ouvrages existants pourront être utilisés si leur implantation permet d'obtenir des données représentatives de l'état de la nappe à l'aval immédiat de l'atelier concerné.

Dans ces ouvrages, le niveau piézométrique est relevé au moins 2 fois par an, en période de basses eaux et de hautes eaux, et des prélèvements et analyses des eaux de nappe sont effectués :

- à fréquence mensuelle en ce qui concerne les paramètres pH, COT, TH, chlorures ;
- au moins 2 fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, pour d'autres paramètres pertinents susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité propre à chacun des ateliers.

Les modalités pratiques de cette surveillance, et en particulier la localisation des ouvrages de référence retenus pour le dispositif de surveillance, la liste des paramètres suivis par atelier, leur fréquence de suivi, sont définies dans une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées,

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique sont transmis à l'inspection des installations classées tous les 6 mois avec commentaires sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable).

Toute anomalie sur les piézomètres et puits, dans et hors périmètre immédiat des installations, doit être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou une dégradation de leur qualité, l'exploitant détermine, par tous les moyens utiles, si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées pour faire cesser le trouble constaté.

En particulier, en cas de pollution avérée, le dispositif de surveillance des eaux souterraines est renforcé, et l'exploitant vérifie l'éventuel impact de la pollution en limite nord du site et à l'extérieur de la plateforme, au moyen des piézomètres formant le réseau de surveillance prévu à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°2007-03786 en date du 26 avril 2007.

En cas de nouveaux forages, ceux-ci seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR-FD-X-31-614 et au guide méthodologique « pour la mise en place et l'utilisation d'un réseau de forage permettant d'évaluer la qualité de l'eau souterraine au droit ou à proximité d'un site (potentiellement) pollué » du ministère chargé de l'environnement (octobre 2002). Les nouveaux forages font l'objet d'une déclaration à la banque de données du sous sol du BRGM (BSS).

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont réalisés afin d'obtenir des échantillons aussi représentatifs que possible, à un instant donné, du milieu dans lequel ils ont été prélevés. Les méthodes décrites dans la norme NF X 31-615 sont réputées satisfaire à ces exigences.

Article 6.11. Surveillance des sols

L'exploitant procède à la surveillance décennale des sols en effectuant des analyses sur les substances et mélanges dangereux pertinents mis en œuvre sur son site.

Article 6.12. Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation des unités, stockages ou équipements divers comporte explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt après travaux de modification ou d'entretien, de façon à vérifier que ces installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté.

Pour la remise en service des installations, à la suite de travaux d'entretien ou d'un arrêt prolongé, les contrôles à effectuer seront obligatoirement formalisés conformément aux consignes.

TITRE 7 – DÉCHETS

Article 7.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

À cette fin, il se devra successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

Article 7.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue, à l'intérieur de son établissement, la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-57 à R.543-62 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-141 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-200 du code de l'environnement.

Article 7.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

7.3.1 – Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Par ailleurs, toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

7.3.2 – Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,

- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Le stockage en cuves des déchets ne peut être effectué que dans des cuves affectées à cet effet et identifiées.

Les déchets ne peuvent être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

7.3.3 – Les zones de stockage des déchets inflammables seront séparées de celles des déchets toxiques non inflammables par une paroi REI120, ou par une distance telle que le flux thermique résultant de l'incendie de la zone de stockage des déchets inflammables ne puisse générer d'effet domino sur la zone de stockage des déchets toxiques non inflammables.

7.3.4 – La quantité des déchets de fabrication (produit par PDC CHEMICAL SAS) stockés sur le site ne doit pas dépasser le minimum entre, la quantité mensuelle produite par l'ensemble des installations, ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En particulier, tout stockage de déchets de fabrication de plus d'un an (ou 3 ans s'il y a perspective de valorisation) est considéré comme stockage définitif et est à ce titre interdit sur la plateforme, sauf autorisation explicite.

Article 7.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits par ses fabrications dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 7.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets produits par ses fabrications dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 7.6. Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-64-4 et R.541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 7.7. Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-62 et R.543-74 du code de l'environnement portant application des articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

Article 7.8. Procédure de gestion des déchets – registre

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conformément à l'article R.541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets dangereux qu'il produit. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les informations contenues dans ce registre sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R.541-43 du code de l'environnement.

L'exploitant transmet par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I de l'article R.541-43 du code de l'environnement. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées une déclaration annuelle en application de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Sauf impossibilité technique, cette déclaration annuelle est transmise par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

TITRE 8 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 8.1. Organisation des stockages du magasin de produits chimiques (MPC)

La répartition des produits stockés dans le MPC est la suivante :

| | Compartiments | | | | | |
|----------------------------------|-------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------------------|
| Carreau d'exploitation | K2 | | | | K3 | |
| Cellules | Cellule (Expédition) C2 | Cellule QB3 | Cellule QB2 | Cellule QB1 | Cellule A2 | Cellule (Réception) A1 |
| Surface totale en m ² | 755 | 725 | 625 | 925 | 954 | 746 |
| Catégories de dangers | T+N+F | T | N | F | N | T+N+F |
| Quantités stockées en tonnes | 200 | 360 | 460 | 700 | 450 | 90 |

T : liquides toxiques ; N : liquides nocifs ; F : liquides inflammables

Les produits stockés sont conditionnés en :

- Grand Récipient Vrac Rigide (GRVR) de 1000L,
- Fûts métalliques de 60L à 200L.

Les produits stockés dans les différentes cellules sont, dans le respect du tableau ci-dessus, en fonction de leurs catégories de dangers :

- Tolonate[®] : Trimère (HDT), Biuret (HDB) et Tolonate formulés (Tolonate + solvants),
- Hexaméthylène di-isocyanate HDI,
- Isophorone di-isocyanate IPDI.

Article 8.2. Exploitation du magasin de produits chimiques

L'exploitation est réalisée dans les conditions suivantes :

- les procédures associées aux carreaux K2 et K3 sont à minima les suivantes : chariots ATEX dans le magasin – contrôle périodique des installations électriques ;
- les détections incendie sont reportées au poste de garde ;
- tous les compartiments sont séparés par des murs et portes coupe-feu 2h à fermeture manuelle ou automatique sur détection incendie ;
- les produits sont stockés en fonction de leur dangerosité dans des compartiments différents, séparés par des murs et portes coupe-feu ;
- le local de charge des chariots dans le MPC est fermé par une porte coupe feu 2h ;
- il n'y a pas de camion aux quais hors période d'activité ;
- des poteaux incendie BP et HP sont présents autour du MPC ;
- une réserve d'eau de 40 000 m³ est présente et disponible 24h/24 ;
- les eaux d'extinction en cas d'incendie sont collectées via les caniveaux des 6 compartiments qui sont indépendants, couverts d'une grille et qui rejoignent un caniveau ceinturant tout le MPC. Ce dernier est lié à une fosse de 4m³ puis vers le réseau d'égout de la plateforme qui peut être détourné dans un bassin de rétention de 40 000 m³ dont 20 000 m³ sont dédiées aux eaux de sinistre ;
- une compagnie de sapeurs-pompiers interne à la plateforme s'assure du bon fonctionnement du matériel d'intervention et est formée aux différents ateliers ;
- un test du POI sur le secteur du MPC est effectué périodiquement.

Article 8.3. Moyens de détection et de protection d'incendie au magasin de produits chimiques

Le bâtiment est équipé d'un système généralisé sur l'ensemble du bâtiment de détecteur de fumées.

La cellule de stockage QB1 est équipée de détecteurs de flamme et de détecteurs de gaz de type explosimètre.

La cellule de stockage QB1 est équipée d'un système de protection incendie déclenché automatiquement sur double détection de fumées et de flammes.

**TITRE 9 – COMPLÉMENTS VIS-A-VIS DU DOCUMENT BREF
RELATIF AUX ÉMISSIONS DUES AUX STOCKAGES DES MATIÈRES DANGEREUSES OU EN VRAC
(JUILLET 2006 [BREF EFS]) ET DU DOCUMENT BREF EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (FÉVRIER 2009
[BREF ENE])**

Article 9.1. Compléments vis-à-vis du BREF relatif aux émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac (juillet 2006 [BREF EFS])

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant complète le positionnement de ses installations vis-à-vis des dispositions du BREF relatif aux émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac sur les points suivants :

- réservoirs de liquides et gaz liquéfiés – prévention des incidents et accidents majeurs – zones d'explosivité et sources de confinement (chapitre 5.1.1.3) : faire état de la conformité des installations de stockage vis-à-vis de la directive ATEX et réaliser le cas échéant la mise en conformité sous un délai de 6 mois ;
- stockage de substances dangereuses conditionnées (chapitre 5.1.2) : faire état du positionnement des installations de stockage vis-à-vis des meilleures techniques disponibles recensées dans ce chapitre et réaliser le cas échéant la mise en conformité sous un délai de 6 mois ;
- transfert et manipulation de liquides et gaz liquéfiés – inspection et entretien (chapitre 5.2.1) : préciser les contrôles et l'entretien des tuyauteries non soumises à la réglementation des équipements sous pression.

TITRE 10 – DÉLAIS D'APPLICATION

Article 10.1. Délais

Les dispositions du présent arrêté pour lesquelles un délai d'application ou une périodicité est prévu(e) sont rappelées dans le tableau suivant :

| Paragraphe | Intitulé de la prescription | Délai/périodicité |
|-------------------------------|--|--|
| Art 3.1.7. | Actualisation de l'étude de dangers | 31 décembre 2025 |
| Art 3.4.8 | Définition de la stratégie et plan de défense incendie | 31 décembre 2025 |
| Art 5.7 - §5.7.2 | Estimation des émissions diffuses | annuelle |
| Art 5.7 - §5.7.3 | Transmission des niveaux d'émissions de COV dans le cadre du schéma de maîtrise des émissions | annuelle |
| Art 5.9 - §5.9.1 et annexe 1 | Surveillance des rejets atmosphériques | Continue, mensuelle, trimestrielle ou semestrielle suivant les paramètres et les points de rejet |
| Art 5.9 - §5.9.1 | Contrôle des rejets par un organisme extérieur | annuelle |
| Art 5.9 - §5.9.2 | Programme de mesures des émissions fugitives de COV | période de 5 ans |
| Art 5.9 - §5.9.5 | Transmission des résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques | trimestrielle |
| Art 5.9 - §5.9.5 | Transmission des résultats des contrôles des rejets atmosphériques par un organisme extérieur | Dès réception du rapport de contrôle |
| Art 5.10 | Transmission d'un plan de gestion simplifié des COV | Avant le 01/04 de l'année N |
| Art 5.10 | Transmission d'un plan de gestion détaillé des COV | Tous les 3 ans |
| Art 6.1 - §6.1.2 et annexe 4 | Mesure des prélèvements d'eau | journalière |
| Art 6.6 - §6.6.2 et annexes 3 | Autosurveillance des rejets au rejet général | Journalière, hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle suivant les paramètres |
| Art 6.6 - §6.6.3 | Contrôle des rejets par un organisme extérieur | 1 fois par an |
| Art 6.6 - §6.6.5 | Transmission d'un bilan mensuel de la surveillance des rejets | mensuelle |
| Art 6.6 - §6.6.5 | Acceptabilité du transfert dans le Drac de polluants faisant l'objet d'une surveillance piézométrique | annuelle |
| Art 6.10 - §6.10.1 | Suivi de la qualité des eaux souterraines en aval des ateliers | Mensuelle ou 2 fois par an suivant les paramètres |
| Art 6.10 - §6.10.1 | Transmission des résultats des analyses piézométriques | semestrielle |
| Art 7.8 | Déclaration de production et d'élimination des déchets dangereux | Annuelle |
| Art 9.1 | Compléments vis-à-vis du BREF relatif aux émissions dues aux stockages des matières dangereuses ou en vrac | Sous 6 mois |

ANNEXES

- ANNEXE 1.** Caractéristiques des rejets et modalités de surveillance des rejets atmosphériques
- ANNEXE 2.** Principes concernant les émissions fugitives de COV
- ANNEXE 3.** Caractéristiques des rejets et modalités de surveillance des rejets aqueux
- ANNEXE 4.** Prélèvements et consommations d'eaux
- ANNEXE 5.** Maîtrise du dispositif d'autosurveillance

VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les valeurs limites fixées ci-dessous sont exprimées dans les conditions édictées au point 5.7.1. du présent arrêté :

| Installation Rejet | Paramètres | Valeurs limites | | Fréquence de surveillance |
|---|--|-----------------|------------|------------------------------|
| | | concentration | Flux | |
| Atelier Tolonate section réaction chaîne 1 Évent K12000 | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 9 kg/j | mensuelle |
| | HDI ou équivalent | / | 0,025 kg/j | mensuelle |
| Atelier Tolonate section séparation des produits finis chaîne 1 et 2 Cheminée Nord ou HDT | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 14 kg/j | mensuelle |
| | HDI ou équivalent | / | 0,015 kg/j | mensuelle |
| Atelier Tolonate Assainissement GB150 | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 3 kg/j | mensuelle |
| | HDI ou équivalent | / | 0,02 kg/j | mensuelle |
| Atelier Tolonate Assainissement GB160 | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 3 kg/j | mensuelle |
| | HDI ou équivalent | / | 0,02 kg/j | mensuelle |
| Atelier Tolonate Assainissement Formulation Ch1 GB5921 | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 10 kg/j | mensuelle |
| Atelier Tolonate Cheminée commune Ouest -Enfuteuse Ch2 C46500 et Enfuteuse Ch1 C41050 et Pilote C46520 et Easaqua C46510 | Composés organiques volatils (COV) totaux à l'exclusion du méthane | / | 10 kg/j | mensuelle |

PRINCIPES CONCERNANT LA MESURE DES ÉMISSIONS FUGITIVES DE COV

1. Définitions

Pour la mise en œuvre du dispositif de mesure des émissions fugitives décrit ci-après, les COV à considérer sont les composés organiques, à l'exclusion du méthane, ayant une pression de vapeur de 0,3 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières.

Les COV particuliers visés à l'annexe III, ou les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994, sont inclus dans le total des flux pris en compte pour la définition des objectifs de réduction.

Les émissions fugitives constituent un sous-ensemble des émissions diffuses, telles que définies par l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les émissions fugitives au sens du présent chapitre regroupent les fuites issues d'équipements divers dont les plus importants sont : les vannes automatiques ou manuelles, les pompes, les brides et autres connexions, les compresseurs.

2. Méthodes de mesure

La méthode recommandée est la méthode 21 de l'US EPA (il conviendra de se référer au guide d'application de la méthode d'estimation des émissions fugitives aux équipements et tuyauteries (INERIS- version 1 d'avril 2004). Un instrument portable est utilisé pour détecter les fuites de COV au niveau des équipements identifiés individuellement. Chaque équipement doit être recensé avec ses points de fuites potentielles. Par exemple, une vanne manuelle sera recensée avec en général 3 points à mesurer (2 brides de raccordement + bague presse-étoupe). Cette procédure ne détermine pas la masse de composés émise par chaque source, mais indique la concentration ambiante en COV à la surface de la source fuyarde, appelée « concentration de fuite ».

Les caractéristiques métrologiques des appareils de mesures sont définis par la méthode EPA.

Il convient de choisir des appareils dont la gamme de mesure s'étend jusqu'à 10 000 ppmv. Dans la mesure du possible, on privilégiera les appareils pouvant être utilisés jusqu'à 100 000 ppmv, afin de permettre l'utilisation des courbes de corrélation de l'EPA jusqu'à cette concentration. Au-delà de 100 000 ppmv, on utilisera le facteur d'émission défini par la méthode EPA pour quantifier le débit d'émission.

3. Quantification des émissions

La masse de composés émise peut être déterminée par différentes méthodes :

- facteurs d'émission (méthode EPA fuite-non fuite et méthode EPA stratifiée),
- courbes de corrélation EPA,
- courbes de corrélation spécifiques.

Les méthodes par facteurs d'émission proposent des débits moyens d'émission en kg/h/point de mesure de part et d'autre d'une concentration de fuite. Elles conduisent à une surestimation assez importante des émissions.

Les courbes de corrélation EPA fournissent, par type d'équipement et pour tous les types de produits, un débit moyen d'émission en fonction de la valeur mesurée de la concentration de fuite. La même courbe est utilisable jusqu'à une concentration de 100 000 ppm. Au-delà, un facteur d'émission permet d'évaluer le débit d'émission.

Les courbes de corrélation spécifiques sont établies pour un site, en employant des méthodes d'ensachage, permettant de mesurer directement les débits d'émission. Un nombre minimal de 30 mesures est à réaliser.

Dans l'attente des résultats des travaux de normalisation effectués au sein du CEN, il convient d'utiliser les courbes de corrélations EPA. Cette méthode est utilisable par l'ensemble des sites, elle permet une comparaison entre les sites et le recours au schéma de maîtrise des émissions.

4. Surveillance des émissions

L'ensemble des équipements de l'installation (unité de production, stockages associés, installations connexes) doit faire l'objet d'une surveillance par l'exploitant. Pour cela, il doit établir une base de données sur laquelle se fonde le programme de détection et de maintenance de l'installation. On recense dans cette base les équipements (vannes, connexions, pompes, compresseurs) en contact avec des fluides contenant plus de 10 % de COV quel que soit leur diamètre (peuvent être exclues les tuyauteries reliées à de l'instrumentation dès lors qu'elles présentent une technologie supérieure au standard permettant de minimiser les risques de fuite).

Certains équipements non visés ci-dessus peuvent être ajoutés à cette liste par l'industriel s'il estime que leur environnement, les contraintes qu'ils subissent ou les fluides qui les traversent le nécessitent (risque de fuites importantes pouvant mener à un risque accidentel ou sanitaire).

Des campagnes de mesures sont réalisées par l'exploitant. Seuls les équipements facilement accessibles, c'est-à-dire ne nécessitant pas de décalorifugeage ou de mise en place d'équipements spécifiques pour accès (échafaudages, ...), doivent faire l'objet d'une mesure.

CARACTÉRISTIQUES DES REJETS AQUEUX et MODALITÉS DE SURVEILLANCE**Atelier TOLONATE****1. Quantité d'eau rejetée****Eaux "propres"**

eaux de refroidissement : volume maximal sur 24 h : 6000 m³/j
 moyenne annuelle maximale du volume journalier : 5000 m³/j

Eaux résiduaires industrielles

eaux usées et de process : volume maximal sur 24 h : 40 m³/j

2. Flux et concentrations des rejets discontinus d'eaux industrielles

Les eaux de procédé, lavage des sols, égouttures, eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne sont rejetées qu'après transit dans une fosse de rétention de 50 m³, et contrôle de leur teneur en COT, MES et Xylène permettant de vérifier les caractéristiques de rejet suivantes :

| Paramètres | Valeurs limites | Fréquence d'analyses |
|------------|----------------------------|----------------------|
| COT | 5 kg/j | Plan de surveillance |
| MES | 5 kg/j | |
| Xylène | 50 µg/l si le flux > 2 g/j | |

REJET GÉNÉRAL DE LA PLATEFORME CHIMIQUE**2.2 Rejet général**

- pH compris entre 5,5 et 9,5
- température inférieure à 30° C.

MODALITES DE SURVEILLANCE
au rejet général

| Paramètres | Rejet général Fréquence |
|------------|----------------------------|
| MES | M |

| | |
|----------------------------|---|
| COT ou DCO | M |
| chlorophénols | M |
| 1,2 dichlorobenzène | M |
| 1,3 dichlorobenzène | M |
| 1,4 dichlorobenzène | M |
| Isopropylbenzène (cumène) | M |
| Toluène | M |
| tétrachlorure de carbone | M |
| PCB | T |
| 1,1,1 trichloroéthane | M |
| Hexachlorocyclohexane | M |
| Tétrachlororéthylène | T |
| Trichloréthylène | T |
| Perchloréthylène | M |
| Trichlorobenzènes | M |
| 1.2.4.5 tétrachlorobenzène | M |
| Daphnies* | T |

C = continu

J = fréquence journalière

H = fréquence hebdomadaire

M = fréquence mensuelle

T = fréquence trimestrielle

*sur échantillon quotidien représentatif

À une fréquence annuelle, les substances faisant l'objet de la surveillance piézométrique prescrite par l'arrêté préfectoral n°2007-03786 du 26 avril 2007 et non listées dans le tableau précédent, sont recherchées au rejet général, à savoir :

- COHV (Composés Organiques Halogénés Volatils) : 1,2-dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Hexachlorobutadiène, Chloroforme, 1,1-dichloroéthane, 1,1-dichloroéthylène, 1,2-dichloroéthylène, Hexachloroéthane, 1,1,2-trichloroéthane, Chlorure de vinyle ;
- Chlorobenzène ;
- Dichloronitrobenzène ;
- PCA (Acide pentachlorophénol) ;
- Benzène, Éthylbenzène, Xylènes ;
- 2-chlorophénol ;
- 4-chlorophénol ;
- 2,4-dichlorophénol ;
- Trichlorophénol ;
- Pentachlorophénol ;
- Phénol.

PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

1. Alimentation en eau – Atelier Tolonate

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les consommations d'eau qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

| | Débit instantané (m ³ /h) | Volume journalier maximum (m ³ /jour) |
|---|---|---|
| Eaux industrielles par le réseau de la plateforme | 700 | 6000 |
| Eaux potables par le réseau de la plateforme | 1,5 | 24 |

Les eaux industrielles de la plateforme proviennent de 7 puits de captage dans la nappe alluviale du Drac.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur ; le relevé est fait journallement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Annuellement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de ses consommations d'eau.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction des consommations d'eau.

2. Alimentation en eau de la plateforme chimique

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau | Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) | Prélèvement maximal | Prélèvement maximal | Prélèvement maximal |
|--|---|---|--------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | | | Journalier (m ³ /j) | horaire (m ³ /h) | Annuel (m ³ /an) |
| Eau souterraine (7 puits de captage dans la nappe alluviale du DRAC) | Alluvions du Drac et de la Romanche sous influence pollutions industrielles et sous l'agglo grenobloise jusqu'à la confluence | FRDG372 | 29000 | 1400 | 10585000 |

| | | | | | |
|--|-------|--|--|--|--|
| | Isère | | | | |
|--|-------|--|--|--|--|

| Nom du forage | Localisation | Code BSS | Volume de prélèvement autorisé |
|---------------|----------------------|-------------------|---------------------------------------|
| Puits 5 | 45°07'18"N 5°42'32"E | 07964X0434/P5 | 29 000 m³/j pour l'ensemble des puits |
| Puits 8 | 45°07'36"N 5°42'32"E | 07964X0435/P8 | |
| Puits 10 | 45°07'26"N 5°42'24"E | 07964X0036/P10 | |
| Puits 11 | 45°07'19"N 5°42'11"E | 07964X0436/P11 | |
| Puits 12 | 45°07'36"N 5°42'04"E | 07964X0437/P12 | |
| Puits 14 | 45°07'05"N 5°42'21"E | 07964X0439/P14ACX | |
| Puits 16 | 45°07'40"N 5°42'18"E | 07964X0441/P16 | |

La liste des coordonnées précises des puits et forages ainsi qu'un plan de localisation sont tenus à jour et disponibles pour l'inspection.

3. Dispositions pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement

Les puits ou forages sont conçus et réalisés de façon à éviter toute communication entre nappes distinctes et à prévenir toute pollution de la nappe.

ANNEXE 5

AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Dispositions générales Maîtrise du dispositif d'autosurveillance

Le présent document définit les dispositions générales que l'exploitant s'engage à mettre en place pour réaliser l'autosurveillance de ses rejets aqueux.

Au sens du présent document, l'autosurveillance comprend :

- le prélèvement d'échantillons,
- la mesure du débit,
- la réalisation d'analyses,
- l'exploitation des résultats,
- l'envoi des résultats commentés.

1/RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

1.1 Engagement

La direction de l'établissement précisera par écrit ses objectifs et son engagement en matière de rejets dans les eaux.

1.2 Organisation

1.2.1 Responsabilité et autorité

Les responsabilités, l'autorité et les relations de toutes les personnes participant à la réalisation de l'autosurveillance, doivent être définies.

1.2.2 Moyens et personnel

L'établissement doit prévoir les moyens nécessaires et désigner des personnes qualifiées pour réaliser l'autosurveillance.

1.2.3. Représentant de la direction

La direction de l'établissement doit désigner un représentant de la direction chargé d'assurer que les dispositions du présent document sont mises en œuvre de manière permanente. Il sera dans toute la mesure du possible indépendant de la production.

1.3 Bilan annuel

Un bilan annuel doit être établi et examiné par la direction de l'établissement afin d'assurer que le système demeure constamment approprié et efficace. Il sera tenu à la disposition des autorités de contrôle.

2/ ORGANISATION INTERNE DE L'AUTOSURVEILLANCE

L'établissement doit établir et entretenir des dispositions efficaces pour la réalisation de l'autosurveillance. Cela doit comprendre des procédures et modes opératoire pour les prélèvements d'échantillons, de mesures de débit, d'analyses et des procédures d'exploitations des résultats et d'envois de résultats commentés.

Ces procédures et modes opératoires en matière d'autosurveillance doivent être approuvés avant diffusion par la personne désignée en 1.2.3. Ces documents doivent faire l'objet de mises à jour permanentes.

3/ IDENTIFICATION DES ÉCHANTILLONS

Les échantillons prélevés doivent être marqués pour identification. L'identification doit être reportée sur les enregistrements correspondants (résultats d'analyses, ...).

4/ PRÉLÈVEMENTS, MESURES ET ANALYSES

4.1 Les prélèvements d'échantillons

Les prélèvements d'échantillons doivent être représentatifs de l'effluent rejeté. À cet effet, les dispositions suivantes doivent être observées :

Le point de prélèvement doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval (parmi ces seuils figurent les sections de mesure de débit).

L'échantillon doit être représentatif et le point de prélèvement devra être situé au minimum 25 mètres en aval du dernier raccordement d'une tuyauterie, sauf mise en place de l'installation de brassage prévue ci-après ou toute installation équivalente.

Lors de raccordement de plusieurs collecteurs, un dispositif d'homogénéisation devra être mis en place pour assurer la représentativité de l'échantillon. Ce dispositif pourra être par exemple, une turbine, un seuil déversant (pouvant être celui utilisé pour mesurer le débit), un étranglement de collecteur ou des chicanes couvrant au moins la moitié de la section mouillée. Cette installation ne devra en aucun cas modifier la qualité des eaux résiduaires.

Les prélèvements seront réalisés à l'aide d'échantillonneurs automatiques. Le prélèvement sera effectué obligatoirement directement proportionnel au débit de l'effluent sauf dans des cas particuliers (débit constant après ouvrage tampon par exemple). Les échantillons prélevés seront représentatifs de la qualité de l'effluent durant une période ne pouvant excéder 24 heures pendant la durée de l'activité polluante de l'établissement. Toutefois,

l'établissement devra par ailleurs pouvoir effectuer des échantillons représentatifs en une période de deux heures, de façon ponctuelle et en cas de pollution accidentelle.

En outre, les préleveurs d'échantillons devront :

- permettre une vitesse d'aspiration supérieure ou égale à 0,5 m/s,
- être équipés de tuyaux d'aspiration et de refoulement d'un diamètre interne minimum de 5 mm et d'un système de purge séquentielle du tuyau d'aspiration,
- être munis d'une enceinte isotherme pour l'échantillon.

Par période de 24 h sera prélevé un échantillon de 4 l au moins. Cet échantillon sera conservé à 4 °C pendant 7 jours dans un récipient fermé adapté au type d'effluent sur lequel seront portées les références du prélèvement.

4.2 Mesures de débit

L'installation et l'utilisation des dispositifs devront répondre aux règles de l'art, notamment :

4.2.1 Ecoulement en surface libre

Le débit est mesuré au moyen de sections permettant d'obtenir une relation :

- entre le débit et la cote du plan d'eau (par exemple déversoir en mince paroi, seuil jaugeur, canal Venturi, ...),
- entre le débit et le couple "cote du plan d'eau et vitesse(s) dans la section".

Ces sections de mesure doivent respecter les règles générales qui permettent d'obtenir la précision compatible avec l'appareillage utilisé, et notamment, sans que cette énumération soit limitative, la rectitude de la conduite à l'amont des appareils, la qualité des parois, l'absence de dépôts dans les sections de mesure, le maintien des régimes d'écoulement dénoyés, les conditions d'aération des lames, les hauteurs de pelles, le calage des échelles, l'horizontalité des seuils...

4.2.2 Écoulement en charge

Le débit est mesuré par des dispositifs, tels que :

- appareil déprimogène (diaphragme, tuyère, tube de venturi, ...),
- débitmètre électromagnétique,
- débitmètre à insertion (petit moulinet, tube de Pitot),
- débitmètre à effet vortex.

L'appareil de comptage doit être installé suivant les règles préconisées par les normes ou par les constructeurs, compte tenu des caractéristiques de la conduite.

Quel que soit le type d'appareil utilisé, il devra comporter un enregistrement et permettre une totalisation des débits mesurés.

4.3 Analyses des échantillons

Les analyses seront faites conformément aux normes AFNOR en vigueur à partir de l'échantillon brut.

Des déterminations analytiques particulières ou automatiques pourront être retenues au cas par cas après campagne de corrélation. Par exemple, la mesure de la DCO ND pourra être remplacée par des mesures telles que la DTO, le COT, ou DCO micro méthode ou DCO AD2.

Tous les résultats d'analyse doivent être consignés par écrit sur un document prévu à cet effet.

4.4 Étalonnage

L'établissement doit maîtriser, étalonner et maintenir en condition les équipements de mesure et d'analyse ainsi que les aménagements nécessaires.

Les équipements de mesure et d'analyse utilisés pour l'autosurveillance doivent être étalonnés et réglés au moins une fois par an par un organisme qualifié (interne ou externe à l'entreprise). L'établissement doit tenir à disposition les comptes rendus d'étalonnage des équipements de mesure et d'analyse.

L'exploitant fera procéder au moins une fois par an en période de fonctionnement des ateliers, à une analyse contradictoire d'échantillons par un laboratoire externe agréé sur la totalité de paramètres soumis à autosurveillance.

5/ EXAMEN DES RÉSULTATS ET ACTIONS CORRECTIVES

Les procédures mises en place par l'établissement doivent permettre :

- d'examiner et synthétiser l'ensemble des résultats de mesure et d'analyse, y compris les résultats des contrôles externes,
- de rechercher les dépassements des normes de rejets imposées, les dérives anormales des quantités rejetées ainsi que les actions correctives nécessaires pour en éviter le renouvellement,
- d'effectuer des contrôles pour assurer que les actions correctives sont prises et qu'elles sont efficaces.

6/ ENVOI DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE

Le responsable de l'autosurveillance visé au point 1.2.3 doit adresser chaque mois l'ensemble des résultats de l'autosurveillance sous une forme synthétique et facilement exploitable, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements ou dérives ainsi que sur les actions correctives envisagées.

7/ ENREGISTREMENTS RELATIFS À L'AUTOSURVEILLANCE

Les enregistrements relatifs à l'autosurveillance doivent être tenus à jour pour montrer que l'autosurveillance est réalisée et que le système fonctionne efficacement. Les résultats des contrôles externes doivent être un élément de ces données.

Les enregistrements relatifs à l'autosurveillance doivent être lisibles et identifiables par rapport au rejet concerné. Ils doivent être conservés pendant une durée d'un an et être disponibles sur demande.

8/ POSSIBILITÉ DE RÉALISER DES CONTRÔLES EXTERNES

Les procédures mises en place par l'exploitant et l'aménagement des points de mesure doivent permettre la réalisation de contrôles par des personnes habilitées.

A cet effet, les points de mesure et de prélèvement doivent être conçus de manière à en permettre l'accès facile dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

En particulier, les conditions d'accès doivent répondre aux dispositions ci-après ou à des dispositions équivalentes :

- le point de mesure et de prélèvement doit permettre l'accès à moins de 50 mètres d'un véhicule léger et doit comporter à la même distance minimale une possibilité de raccordement à une source d'énergie électrique (220 V monophasé et 50 Hz) ;
- dans le cas où les deux opérations ne pourraient être effectuées sur le même point, la distance entre le point de prélèvement et l'appareillage de mesure de débit ne doit pas, dans la mesure du possible, excéder 50 mètres.

Si le point de mesure est souterrain, la descente doit être faite par un regard suffisant pour le passage d'un homme, équipé d'une échelle fixe.

L'emplacement de travail aura une hauteur sous plafond de 2 mètres (tolérance 1,80 m) et disposera d'une surface de travail d'un seul tenant de 3 m² au moins avec une largeur minimale de 0,60 mètre.

